



5^{èmes}

**ASSISES
NATIONALES DU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE**

RÉGION RHÔNE-ALPES

19, 20, 21 janvier 2009

Actes

Les 5^{es} Assises nationales du développement durable, organisées par la Région Rhône-Alpes, se sont tenues les 19, 20, 21 janvier 2009 à Lyon. En pleine crise mondiale, le thème choisi «Trouvons la richesse, qu'est-ce qui compte vraiment pour vous ?» a souvent suscité l'étonnement, quelquefois provoqué, toujours interrogé. Il avait l'ambition d'amener les participants — ils ont été plus de deux mille — à réfléchir à de nouveaux modèles de société, explorant les champs des possibles, entre pragmatisme et utopie.

Témoignages venant du monde entier, expressions de citoyens engagés ou concernés, analyses d'experts... nombreux ont été les échanges, multiples les approches, fécond le partage. Restituer la richesse des points de vue ? Une gageure ! C'est l'ambition de ces *Actes* qui, par les verbatim des uns et des autres, proposent un éventail de ce qui s'est dit pendant ces Assises.

Lester Russell Brown, parrain des Assises, ouvre cet opuscule. Puis vient une synthèse réalisée par les journalistes

d'*Alternatives économiques* : ils relatent les contenus des ateliers et rencontres, qui avaient été organisés en trois grands thèmes : Changeons de cap, Changeons de repères, Changeons d'échelle. Ces *Actes* suivent le fil de l'alphabet pour circuler entre les idées et leurs auteurs. Certaines d'entre elles ont déjà été réalisées, d'autres sont embryonnaires. Certaines sont audacieuses, d'autres plus classiques. Mais toutes prouvent que l'imagination est un bon remède pour le monde en crise. Toutes s'engagent sur la voie d'un développement durable. Pour finir, cinq grands thèmes de préconisations résument les pistes potentielles de changement.

Dans leur forme, ces *Actes* diffèrent d'actes ordinaires de colloque. Les extraits retenus, entre recherche de cohérence et, il faut bien le dire, une bonne part de subjectivité, tentent de créer la surprise grâce à la pertinence — ou à l'impertinence — des propos. A contrario, tout ce qui a été dit dans les ateliers et rencontres ne se retrouve pas dans cet ouvrage. La facilité de lecture, qui découle de cette sélection, permet un voyage aisé entre ce qui s'est produit et exprimé trois jours durant. Des Assises, ces *Actes* donnent ainsi un aperçu rapide et complet, sérieux et créatif, éclectique et ludique — ce qu'elles ont été assurément.

*Le sommaire se trouve pages
68 et 69. Voir aussi sur
www.andd.rhonealpes.fr*

*Les propos cités dans le présent
document n'engagent que les
intervenants.*

S'engager tous... pour accélérer la transition

ouverture

par Lester
Russell Brown



Permettez-moi tout d'abord de vous dire à quel point je suis heureux d'avoir l'opportunité de m'adresser à vous en ouverture des Assises nationales du développement durable que j'ai l'honneur de parraî-
ner. C'est le genre d'événements qui devrait être organisé partout dans le monde ! Que nous habi-
tions dans la région Rhône-Alpes,

ou ailleurs en France, ou ailleurs dans le monde, nous sommes tous concernés, en tant que résidants de cette planète, par l'avenir de notre civilisation. Nous avons tous la responsabilité d'agir pour la sauver.

La plupart d'entre nous ont des enfants, beaucoup des petits-enfants. L'un des enjeux, auxquels nous sommes confrontés, est le risque d'une fracture sociale entre générations. Nous connaissons déjà ces fractures, sur des lignes ethniques, raciales ou religieuses. Mais si, par exemple, dans les trois prochaines années, les scientifiques arrivaient à la conclusion que la fonte des glaces du Groenland est parvenue à un point de non-retour, et que nous risquons de voir augmenter le niveau des océans de sept mètres, que nous diraient les générations futures ? Elles nous diraient : «pourquoi n'avez-vous pas agi ? Pourquoi n'avez-vous pas fait quelque chose quand il en était encore temps ? Comment avez-vous pu nous laisser avec un monde qui connaît une augmentation du niveau des océans, des centaines de millions de réfugiés environnementaux, un monde sur le chemin du chaos ?»

Nous n'avons jamais eu à faire face à une division du monde entre générations. Mais cela pourrait arriver si nous tardons à agir. Le temps est notre ressource la plus rare. Le problème est que nous ne mesurons pas le temps dont nous disposons. C'est la nature qui détermine les

seuils-clés, les points de bascule. La nature est la gardienne du temps et nous ne pouvons pas voir l'horloge. C'est à cause de cette incertitude que nous devons avancer rapidement afin que l'horloge ne s'arrête pas avant que nous ayons fait les changements nécessaires.

Prenons l'exemple des émissions de CO₂. Quand les décideurs politiques réfléchissent à leur réduction, ils partent le plus souvent de la question : «Qu'est-ce qui est politiquement faisable ?» Et ils arrivent alors à la conclusion : «Nous devons réduire nos émissions de CO₂ de 80% d'ici à 2050». En Europe, l'objectif consiste à les réduire de 20% d'ici à 2020 et, à cette même date, de porter à 20% la part d'énergie renouvelable dans la production d'électricité. Nous allons dans la bonne direction. Mais si notre ambition est de sauver la couverture glaciaire du Groenland et de protéger les glaciers des montagnes asiatiques, dont la fonte représente aujourd'hui la plus importante menace à la sécurité alimentaire mondiale que nous n'ayons jamais connue, alors nous devons faire beaucoup plus.

A l'Earth Policy Institute, à partir de nos analyses sur les interactions entre la consommation d'énergie, le changement climatique et la sécurité alimentaire, nous pensons qu'il nous faut réduire les émissions de CO₂ de 80% d'ici à 2020. Il s'agit d'une mobilisation comparable à celle que l'on connaît en période de conflits. Ce n'est pas facile, mais cela est faisable.

Cela implique de devenir politiquement actifs.

Imaginez si, après l'attaque des Japonais sur Pearl Harbour, le président Roosevelt avait dit : «c'était peut-être un accident. Attendons

de voir s'ils nous attaquent à nouveau et peut-être alors partirons-nous en guerre». Ce n'est pas du tout ce qui s'est passé. Sa réponse a été très déterminée et elle a littéralement changé le cours de l'histoire.

Nous en sommes là aujourd'hui. Nous sommes confrontés à des défis considérables, sans rien de commun avec les précédents. L'enjeu est de sauver notre civilisation. Mais ce n'est pas un sport de spectateur. Ce n'est pas une question pour laquelle nous pouvons rester passifs et attendre que quelqu'un d'autre s'en charge pendant que nous le regardons. Nous devons tous nous impliquer.

Cela signifie — pas seulement changer d'ampoules et recycler le journal, même si ce sont des gestes importants — que nous devons changer le système et restructurer l'économie mondiale. Cela implique de devenir politiquement actifs. Voilà qui va au-delà de voter et de participer à des campagnes électorales présidentielles ou parlementaires et qui nécessite de s'organiser.

Chacun d'entre nous doit s'engager,
par tous les moyens.

Organisez-vous, avec vos amis,
avec vos collègues, sur des sujets
qui vous tiennent à cœur. Par

exemple, faites de votre communauté un modèle en matière de recyclage. Ne recyclez pas que 20 ou 30% de vos déchets mais trouvez les moyens de le faire complètement. Comme le dit un militant écologiste américain, «les déchets sont le produit d'un système mal conçu». On ne devrait pas en avoir, on devrait s'inspirer de la nature, où il n'y a pas de gaspillage, où le déchet d'un organisme est le constituant d'un autre organisme. Nous devons repenser la structure de l'économie.

Restructurer le système signifie que chacun d'entre nous doit s'engager, par tous les moyens, afin d'accélérer la transition qui nous permettra de passer de ce qu'on appelle, dans le langage universitaire, une économie non durable à une économie durable. Je n'aime pas utiliser ces termes, car ils ne sont pas très mobilisateurs. Mais il s'agit ici de sauver notre civilisation. C'est faisable : les modalités ont été exposées dans *Plan B pour un pacte écologique mondial*¹.

Dans un ou deux ans, une nouvelle édition des Assises sera organisée. Cet intervalle aidera à mesurer les progrès accomplis. Aurons-nous réussi à réduire nos émissions de carbone ? Utiliserons-nous moins d'eau qu'aujourd'hui ? Aurons-nous réduit notre dépendance à l'égard des énergies fossiles ? Aurons-nous diminué notre dépendance au pétrole ? Parviendrons-nous à recycler plus de matériaux nocifs, qui finissent aujourd'hui dans les poubelles et sur des terres en friche ?

Ces critères, ainsi que bien d'autres, nous permettront de déterminer si nous sommes en train de réussir. Aurons-nous accompli des progrès substantiels dans notre effort pour sauver la civilisation ou continuerons-nous à dériver dans la mauvaise direction ? J'attends avec impatience de voir ce qui se passera dans l'année ou les deux ans à venir et le bilan qui pourra être fait lors des prochaines Assises.

■ Lester Russell Brown,

directeur fondateur du Earth Policy Institute,
fondateur du World Watch Institute, États-Unis,
parrain des 5^{es} Assises nationales du développement durable,
intervention recueillie par Philippe Vieille, cofondateur de l'association Alternative planétaire

¹ *Plan B pour un pacte écologique mondial*, Lester Russell Brown, Souffle court et Calmann Levy, 2007

synthèse des travaux

Changer notre système de valeurs

synthèse des travaux

par Pascal
Canfin,
Laurent
Jeanneau,
Marjolaine
Normier



La crise actuelle offre la possibilité de changer de système de valeurs. Changer ce qui fait sens et ce qui entre dans les comptes. Voilà la colonne vertébrale du projet de changement social qui ressort des Assises nationales du développement durable.

Les intervenants l'ont martelé : il y a urgence à agir. Si l'on veut éviter les pires dérèglements climatiques, il reste sept ans à l'humanité pour organiser la division de moitié de ses émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050. Malgré le protocole de Kyoto, nous n'en prenons pas du tout le chemin puisque ces émissions ont atteint un niveau record en 2007, en augmentation de 1,06% par rapport à 2006.

Nous devons donc inverser rapidement la tendance. «Sommes-nous capables d'une transformation radicale dans un cadre démocratique ?» C'est la question posée par Lester Russell Brown au début de ces Assises. «Nous devons avoir le modèle de l'économie de guerre en toile de fond pour penser la crise», analyse l'économiste Bernard Perret, citant l'exemple des Etats-Unis qui ont été capables en 1941 de convertir leur industrie en quelques mois en interdisant, par exemple, la production de voitures au profit des tanks. Mais quel sera l'événement qui déclenchera cette transformation radicale comme l'attaque de Pearl Harbor l'a fait en 1941 ? En faudra-t-il un, ou saura-t-on agir avant la «catastrophe» ? Sous réserve que celle-ci ne soit pas déjà arrivée. Car à en croire Jean Fabre, ancien directeur adjoint du programme des Nations unies pour le développement (Pnud), «nous sommes déjà entrés dans l'état de catastrophe».

La revendication qui a traversé les Assises est la nécessité de changer de système de valeurs. En prenant le terme valeurs dans sa double acception de ce «qui fait sens» et de ce qui «entre dans les comptes». «La valeur a subi un coup d'Etat sémantique, affirme le philosophe Patrick Viveret. Force de vie, elle a été réduite à sa seule acception économique. Et ce rapt met en danger les principes mêmes de nos sociétés.» Au moment où la «création de valeur pour l'actionnaire», slogan phare du capitalisme financier, a montré tous ses effets pervers, ce double questionnement est au cœur de l'actualité.

Gagner la bataille du désirable

Malgré la pression du discours publicitaire et du discours politique dominant qui, en temps de crise, tend à faire de la consommation un acte citoyen, les Français mettent à distance l'équation «consommer plus = vivre mieux». Ainsi, 66% des Français pensent qu'améliorer sa qualité de vie passe par une réduction de la consommation, selon une étude Ipsos réalisée en 2008. Pour autant, le développement durable n'a pas encore gagné la bataille du désirable. Selon une étude faite en octobre 2008 par le Centre d'étude et de recherche sur la philanthropie (Cerphi) et présentée lors des Assises, les personnes sondées savent que demain sera différent d'hier en raison de la fin annoncée du pétrole et du changement climatique. Mais ils ne savent pas si ce sera pour le pire ou pour le meilleur. Ils attendent des promoteurs du développement durable une meilleure qualité de vie, mais refusent néanmoins de renoncer à certains acquis. Une tension que l'on retrouve dans l'enquête Ipsos : en cas de conflit entre la défense de l'emploi et la protection de l'environnement, 42% des Français pensent que l'emploi doit être prioritaire sur l'environnement, et 23% pensent le contraire. Dans une société partagée, qui peut progresser vers des valeurs moins consuméristes, comment conduire le changement ?

Des ateliers du parcours «Changeons de repères», il ressort la nécessité «d'une philosophie joyeuse de la déconsommation pour montrer que consommer moins, c'est gagner en liberté. Comme arrêter de fumer». Le capitalisme s'est approprié le concept de liberté en le limitant à la liberté de consommer. Mais cette liberté partielle est aussi un asservissement. Comme le dit Aminata Traoré, ancienne ministre de la Culture du Mali, «des biens nous possèdent autant que nous les possédons». Par ailleurs, les producteurs subissent la détérioration de leurs conditions de travail pour satisfaire les «exi-

gences» des consommateurs et de la société de consommation. Ainsi, Alexandre Epalle, en charge du développement durable du canton de Genève, reprend la définition de la liberté de la Déclaration des droits de l'homme – la liberté s'arrête où commence celle des autres – afin de mettre en lumière l'interdépendance des acteurs : «Quand j'achète une chemise à 5 euros, c'est que la liberté des autres a été mise en jeu.»

Pour changer de système de valeurs, peut-on compter sur l'humanité de l'homme ? «Oui, répond Jean Aubin, chercheur à l'ONG Pekea : le développement durable implique que l'homme grandisse en humanité». «Attention, répond le philosophe et psychanalyste Miguel Benasayag, le pollueur est aussi humain. L'homme n'est pas déterminé du bon côté». Et croire que face aux nouveaux défis planétaires nous serions tous sur le même bateau est, pour lui, un leurre : «Nous sommes bien sur la même mer, mais en train de nous battre depuis des bateaux différents.» De plus, le fait de prendre conscience que notre mode de vie n'est pas soutenable ne conduit pas nécessairement à un changement positif : «Consommer comme nous le faisons est un privilège. Or les hommes jouissent de leurs privilèges.»

Enfin, mis en évidence par les réflexions construites lors du parcours «Changeons de repères», la transformation de notre système de valeurs pose la question de la différenciation sociale dans une société post-consumériste. Les objets que nous consommons sont des signes extérieurs de richesse qui nous différencient des autres. Comment assurer ce besoin de différenciation en dehors de la consommation de biens matériels ? Si le désir d'accumulation est inhérent à l'homme, ne vaudrait-il pas mieux qu'il accumule des liens plutôt que des biens ? Facebook permet de satisfaire notre besoin d'abondance sans nuire à la planète, en rendant possible «l'accumulation d'amis virtuels», a ironisé un étudiant lors des débats.

Compter autrement

Pour Patrick Viveret, «nous sommes passés d'une société où ce qui était considéré comme ayant de la valeur n'avait pas de prix à une société où ce qui n'a pas de prix n'a pas de valeur. Ce retournement est au cœur de notre crise». Il faut donc revendiquer aujourd'hui «le droit à compter autrement et le droit à ne pas compter».

Plusieurs pistes ont été avancées lors des Assises. En ce qui concerne les indicateurs de richesse tout d'abord : «Le choix des indicateurs est tout sauf objectif, il révèle les valeurs que l'on se fixe»,

avance Philippe Meirieu, professeur en Sciences de l'éducation. «Le produit intérieur brut (PIB) répond à tout sauf à l'essentiel», ajoute Patrick Viveret. L'invention de nouveaux indicateurs ne doit pas être seulement un travail d'experts, mais aussi impliquer les citoyens, comme le montrent l'expérience du produit intérieur doux (PID), créé par le Collectif pour un Québec sans pauvreté, et celle menée par le Conseil de l'Europe.

La question des indicateurs croise celle du système comptable. Pour Hervé Juvin, économiste et président d'Eurogroup Institute, la priorité est de «bâtir un système de comptabilité qui prenne en compte les stocks de capital naturel et leur reproduction». Cette nouvelle comptabilité, accompagnée d'une modification du système de prix qui traduirait enfin les vrais coûts – sociaux et environnementaux – de la production, modifierait le comportement des entreprises – et donc des consommateurs. Rappelons, contre ceux qui voudraient nous faire croire que le marché est apolitique, que le prix est une construction sociale, tout comme le marché. Les prix sont «encastés» dans la société, ce qui entre ou non dans un prix relève du débat démocratique et non d'une logique strictement économique. Ainsi, internaliser dans le coût de production l'impact sur le climat est l'objectif d'une taxe énergie carbone, une nouvelle fois préconisée par ces Assises.

Penser un autre système de valeurs, c'est aussi reconsidérer la monnaie. En préconisant le développement de monnaies régionales en complément des monnaies officielles par exemple, mais aussi en distinguant les «euros superflus des euros vitaux», comme le propose Vivian Labrie, une des fondatrices du Collectif pour un Québec sans pauvreté : « Non, 1 euro n'égale pas 1 euro. Sa valeur change selon qu'il va dans la poche d'un millionnaire ou dans celle d'un sans-domicile», affirme-t-elle.

L'économie verte

Si le développement durable implique une transformation de nos institutions économiques, il nécessite également des entreprises qui acceptent d'en jouer le jeu. Or, dans le contexte de crise actuel, l'économie verte apparaît comme le gisement d'emplois numéro un des prochaines décennies. Par ailleurs, des entreprises prouvent d'ores et déjà que d'autres modèles économiques sont possibles... et rentables. Ardelaine a par exemple refusé de se développer à l'exportation pour des raisons écologiques. Plutôt que d'exporter sa

laine vers l'Allemagne, cette coopérative a préféré ouvrir un musée pour développer le tourisme local et la production sur place. Ardelaine est ainsi une véritable «entreprise de développement local». Botanic, entreprise dont le siège est à Archamps en Haute-Savoie, a fait des choix stratégiques en faveur du développement durable qui ont pu, à un moment donné, nuire à sa rentabilité à court terme.

Pour autant, ces exemples restent des exceptions, et les grandes entreprises continuent de chercher à rendre les normes publiques les moins contraignantes possibles, comme dans le secteur automobile en matière de CO₂. Pour aller au-delà des dispositifs actuels liés à la responsabilité sociale des entreprises, dont l'efficacité reste limitée, il faut instituer en droit la communauté de travail à côté de la société de capitaux.

Les limites de la technique

Les Assises ont également pointé l'intérêt et les limites de la technique au service du développement durable. Les cleantechs, ces nouvel-

les technologies «propres», représentent des secteurs économiquement porteurs. Bruno Allenet, président du pôle de compétitivité rhônalpin Axelera et directeur régional du groupe Suez, considère que l'émergence de la chimie-environnement est l'avènement d'un «nouveau paradigme». «Dans le contexte de crise, les cleantechs se portent mieux que le reste de l'économie», confirme Karine Montagne, directrice du cluster Rhône-Alpes spécialisé dans les économies d'énergie qui rassemble 90 sociétés. «L'écologie n'est pas seulement un combat idéologique, ajoute-t-elle, elle a complètement rejoint le champ de l'économie.» Un secteur d'avenir, donc, à condition de former suffisamment de gens à ces nouvelles compétences. Le pôle de compétitivité Tenerrdis est en effet confronté à des problèmes de recrutement et a lancé une étude prospective pour définir précisément ses besoins en matière de formation.

Même si nous sommes peut-être à l'aube d'une nouvelle révolution industrielle, la technique seule ne peut nous sortir de la crise. Prenons l'exemple des transports et de la ville. Des voitures sans CO₂ ne résolvent pas le problème des heures perdues dans les embouteillages. Et le prolongement des lignes de transport en commun contribue à l'étalement urbain et favorise l'augmentation du prix de l'immobilier, ce qui renvoie les «pauvres» encore plus loin du centre-ville. La réponse technique doit donc impérativement être accompagnée

par des transformations de l'organisation sociale : maîtrise publique des sols pour éviter la spéculation, comme aux Pays-Bas, politiques publiques de transport qui ne se ruent pas immédiatement sur la création de nouvelles infrastructures, mais traitent le problème de la mobilité dans son ensemble. A cet égard, les décisions issues du Grenelle de l'environnement en France font malheureusement figure de contre-exemple.

Dans ce contexte, ce sont bien les politiques publiques qui sont la clé du changement. Selon l'étude du Cerphi, les Français ont besoin d'une demande de cohérence globale pour mobiliser leur potentiel de changement individuel. Autrement dit, les gens sont prêts à aller vers un développement durable, mais pas tout seuls. Et, selon Bernard Perret, «c'est au politique d'assurer cette cohérence». Or, en ce domaine, les gouvernants ne font pas ce qu'ils disent. «Demander aux politiques d'être cohérents est une action très subversive, a rappelé Philippe Meirieu. Socrate a bu la ciguë, car il a demandé aux dirigeants athéniens de faire ce qu'ils disaient.»

La demande de cohérence est également de mise au niveau individuel. Cela passe d'abord par de l'information : mesurer son empreinte écologique, par exemple, ou bien avoir un indicateur de la consommation d'énergie chez soi pour mesurer l'impact de ses consommations d'énergie, avec mention des économies réalisées en euros, comme le propose Federico Casalegno, professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT).

Au final, dans un contexte de crise des repères, les Assises nationales du développement durable ont offert une vision, des priorités d'action politique et une méthode de changement. De quoi répondre à l'enjeu posé par Bernard Perret : «Le projet de prospérité partagée qui faisait l'unité de notre société est mort. Mais on ne sait pas encore autour de quoi notre société va se réunifier.» Et si c'était autour du développement durable ?

■ **Pascal Canfin, Laurent Jeanneau, Marjolaine Normier,**
journalistes à *Alternatives économiques*,
article de synthèse des Assises

Agitateurs DD, agitateurs d'idées

par Olivier
Bourhis

Trois jours et cinq lieux pour faire le tour de la notion de «développement durable», quel programme ambitieux ! Pour ne pas se perdre, intervenants et visiteurs ont pu compter sur la joyeuse équipe des Agitateurs.

«Ils ont pour mission d'aller à la rencontre des visiteurs, pour recueillir leurs aspirations et leurs commentaires, pour évaluer l'événement de manière dynamique», explique Sylvain Abrial de Kaleido'scop, entreprise coopérative qui s'est chargée du recrutement et de la formation des Agitateurs. Ils contribuent ainsi à l'animation de ces Assises «en mouvement», en proposant de l'interactivité plus que de la simple information.

Pour les sélectionner, Kaleido'scop a fait le choix de la diversité : les Agitateurs représentent la jeunesse rhônalpine : il y a des étudiants Bac+5, des jeunes en CAP... et aussi quelques jeunes étrangers qui contribuent à la mixité culturelle et sociale du groupe.

■ Olivier Bourhis,

journaliste lycéen,

pour le journal *Du!Rab'le* de l'association Jets d'encre

Protéger le bien commun impose de démarchandiser la vie

par Riccardo
Petrella

La première chose que je proposerais pour changer le système, c'est d'abandonner la marchandisation de la vie. Notre système a tout marchandisé. Nous n'avons plus une notion sacrée de la vie. La vie a un prix monétaire, un prix marchand. Tout est marchandise, l'eau — et vous Français vous êtes très calés sur la vente de cette marchandise —, l'énergie, le sol, le sol urbain ?

Comment voulez-vous empêcher la spéculation urbaine à partir du moment où vous gardez la propriété privée du sol urbain. La connaissance est marchandise, la propriété intellectuelle, les gènes humains sont marchandises : on peut s'approprier pendant dix-sept à vingt ans l'exclusivité de l'usage des gènes humains. Comment voulez-vous parler véritablement de développement durable ? Sans démarchandiser la vie, tous nos discours sur le développement durable ne sont que des discours.

■ **Riccardo Petrella,**
économiste et politologue, Italie,
propos exprimé en ouverture

Biodiversité, la vie en danger

par Robin
Miège

La biodiversité est une catastrophe muette, on n'arrive pas à sensibiliser les gens au problème.

I Robin Miège

chef de l'unité Développement durable et Analyses économiques,
direction générale Environnement de la Commission européenne,
propos exprimé lors des Assises

Le biomimétisme ou le mariage de la ville et de la nature

par Mike
Pearce

Le biomimétisme, c'est copier les processus naturels, ce n'est pas copier directement la nature. Je ne construis pas des bâtiments qui ressemblent à des termitières, mais qui s'inspirent de leur fonctionnement. L'exemple de la termitière est intéressant parce qu'elle est un système vivant. Les termites vivent en symbiose avec des champignons, qui se développent à une certaine température et avec une certaine humidité. C'est une relation gagnant-gagnant. Il y a 200 millions d'années, ces insectes se sont installés dans la savane des pays secs. Ils ont dû s'adapter à la chaleur en inventant un système de climatisation. C'est pourquoi je m'intéresse à eux. Si nous commençons à observer les villes comme des écosystèmes, comme les systèmes vivants, nous allons comprendre comment la nature et les villes peuvent fonctionner ensemble. C'est cela l'écologie.

I Mike Pearce

architecte,
spécialiste du biomimétisme, Australie,
intervention vidéo recueillie par Lato sensu productions
dans le cadre de la série *Artisans du changement*



Beaucoup plus qu'un **changement** de modèle, une révolution **comptable**

par Hervé
Juvin

C'est plus qu'un changement de modèle économique ! Nous devons en finir en effet avec la première révolution industrielle dans laquelle nous avons consommé les ressources de la planète, ressources inépuisables, gratuites et surabondantes. Le monde est devenu petit et compté.

C'est pourquoi nous devons envisager une deuxième révolution industrielle qui consistera à produire ce que l'homme n'a jamais produit c'est-à-dire l'eau que nous buvons, l'air que nous respirons, jusqu'à la terre sur laquelle nous puisons nos aliments. C'est une révolution semblable à celle qui a commencé au XVIII^e siècle. Elle suppose de l'investissement et de l'innovation, mais elle réclame plus encore un effort collectif de vision.

Ce nouveau modèle industriel va nous demander de changer la manière dont nous apprécions les comptes, donc l'utilité de l'entreprise et les performances des hommes qui font l'entreprise. Aujourd'hui, notre système comptable privilégie les flux et considère comme à peu près gratuits les stocks que fournit la nature. Nous devons basculer dans un autre système où tout ce que la nature produit, tout ce qu'elle fournit entrera dans les comptes. Cette révolution comptable est d'ampleur universelle.

I Hervé Juvin,
président d'Eurogroup Institut,
propos recueilli par la Web TV de l'association Acidd

Climat, un enjeu local également

par Hélène
Combe

Si tous les Etats suspendaient aujourd'hui leurs émissions de gaz à effet de serre, il faudrait 150 ans pour agir sur le climat. C'est l'état d'alerte que décrit Lester Russell Brown. Les plans climat territoriaux de deuxième génération ont l'ambition de répondre à l'urgence, amplifiant les efforts locaux dans deux grandes directions.

En termes de gouvernance d'abord, pour que la collectivité porteuse du plan n'agisse plus seule, mais incite les acteurs du territoire, dont les citoyens, à se mobiliser ensemble contre le changement climatique, c'est-à-dire à débattre, à coproduire les propositions et à se répartir les engagements au sein d'un plan climat commun. La question démocratique est une condition clef de la réussite.

Car, la réduction massive des gaz à effet de serre repose sur la responsabilisation de tous. Il s'agit de faire des choix sur

nos modes de vie — déplacements, logements, consommation, économie... —, de définir les objectifs à atteindre et de négocier la part que nous pouvons prendre chacun dans les transformations à opérer.

Deuxième axe pour agir à l'échelle des enjeux : la solidarité entre les territoires afin de construire des coopérations avec les sites du monde déjà soumis aux conséquences du dérèglement du climat (montée des eaux, désertification...). Les appuis techniques et financiers viseront à aider les populations pour qu'elles puissent rester le plus longtemps possible dans leur territoire et pour accompagner leur déplacement obligé lorsqu'il faudra partir. Plusieurs centaines de millions de personnes seront sur les routes d'ici à 2030 : l'anticipation des migrations massives est une première dans l'histoire de l'humanité.

Il nous revient d'avoir l'intelligence collective de relever positivement ce défi.

I Hélène Combe,

déléguée générale de l'Observatoire de la décision publique,

propos exprimé lors des Assises

D'abord le **courage**

par Jean
Fabre

Pour changer de cap, la première échelle à changer est celle du courage : passer de la courte échelle des ajustements à la grande échelle des remises à plat. Il faut avoir le courage de porter des préconisations qui sont à contre-courant parce qu'elles sont fortes et porteuses de changement. Il faudrait que les élus aient le courage de se faire les porte-parole des préconisations qui sortent des débats avec les citoyens et les acteurs des territoires auprès des instances nationales et internationales en osant proposer une remise à plat et de mettre en œuvre les transformations nécessaires.

Vous pourrez d'autant plus le faire que votre action sera cohérente et que vous porterez alors la force des territoires. Car il y a un impératif de cohérence. Il faut donner des signaux forts tels

que rouler en voiture hybride depuis le président de la Région jusqu'au président de la République – et tant pis si pour cela la voiture est japonaise. Il faut avoir le courage de porter des préconisations, telle que l'abolition de la marchandisation sur tous les biens vitaux, telle que l'interdiction de la spéculation sur les denrées alimentaires, telle que la reconnaissance du droit des migrants qui sont des victimes des changements climatiques, avec le devoir de les accueillir dignement partout. Mettre à l'ordre du jour sur les agendas internationaux cette question des migrants climatiques, ce qui veut dire aussi convaincre Paris quand on est en France et d'autres capitales quand on est ailleurs, de porter cette question et d'aller peut-être jusqu'à la création d'une autorité mondiale chargée des questions des migrants. Porter la parole de la nécessité d'annuler la dette des pays dits pauvres. Faire accepter le fait qu'il y a aussi une dette écologique.

Un autre courage est celui d'oser la démocratie participative, parce que le changement de cap peut se réaliser, non si l'on a les bonnes idées que l'on impose aux autres, mais par une coconstruction qui fait qu'on est coacteur du changement. Cela veut dire que l'élu du XXI^e siècle n'est plus celui qui sait et qui fait pour les autres. Il se fait sage-femme, c'est-à-dire qu'il aide la société à porter ses projets le temps de la grossesse et le temps de l'accouchement. Donc il faut savoir organiser le dialogue social, écouter, être dans une attitude de tolérance et de bienveillance et faciliter la cocréation des solutions. Pour cela, il faut ouvrir des espaces de dialogue y compris de controverse, s'y nourrir et comprendre qu'il existe une capacité à comprendre et à changer très au-dessus de ce qui est utilisé actuellement.

Il faut avoir le courage de se départir des logiques économiques — démesure économique qui détruit nos sociétés — pour remettre l'humain au cœur de la décision publique. Il ne s'agit pas de mettre de l'humain dans la politique mais de mettre l'humain au cœur de la décision, ce qui n'est pas pareil parce que notre avenir est destiné aux humains et non pas aux choses.

■ Jean Fabre,

consultant international,

ancien directeur adjoint du programme des Nations unies pour le développement (Pnud), à Genève,

propos exprimé en clôture

L'art et la culture...

ce capital inépuisable

par Serge
Dorny

L'art et la culture ont une place particulière dans la démarche du développement durable, telle qu'elle est généralement comprise :

- à l'immédiat, au tout tout de suite, au zapping généralisé, l'art et la culture opposent la longue durée : ils s'inscrivent dans le temps ;
- au quantitatif, à l'impérialisme de l'audimat et des statistiques, ils opposent le qualitatif : la rencontre avec une œuvre, irréductible à tous les intérêts comptables ;
- au sondable, ils opposent l'insondable : le bouleversement d'une émotion qui nous change à jamais ;
- au mesurable, ils opposent l'incommensurable : le bonheur d'un instant qui change radicalement notre regard sur le monde.

Ainsi, à l'Opéra, par exemple, nous travaillons souvent sur des œuvres qui ont plusieurs siècles d'existence. Si elles ont traversé le temps, si elles sont durables justement, c'est qu'elles renferment en elles des richesses qui peuvent encore nous toucher : elles sont toujours d'actualité.

Les véritables œuvres ne sont jamais ni à la mode, ni démodées, elles sont, elles sont toujours dans notre présent. Et nous devons les transmettre à nos enfants pour qu'en étant leur avenir, elles soient aussi leur présent. Car, l'art et la culture représentent un bien fondamental aussi bien pour nous que pour les générations qui viennent. Certes, cela peut apparaître moins essentiel que l'air, l'eau ou la nourriture. Mais peut-on vivre sans imaginaire ? L'art et la culture enrichissent la vie et lui donnent une autre dimension, une saveur particulière, sans laquelle nous serions réduits à nous affairer en permanence, sans conscience de ce que nous sommes, de ce qui nous habite, des contradictions qui nous traversent, et des enjeux des choix que nous faisons.

I Serge Dorny,
directeur de l'Opéra de Lyon,
propos exprimé en ouverture

Déplacements urbains : changer est possible

par Jaime
Lerner

Les agglomérations, qui disposent d'un réseau complet de métro comme Londres, Paris, Moscou ou New York, l'ont réalisé il y a plus de cent ans, quand la main-d'œuvre était bon marché. Comme nous n'avions ni le temps ni les réserves financières pour le faire, nous sommes interrogés sur ce qu'était vraiment un métro : un système rapide, avec de bonnes fréquences et de qualité. Peu à peu, l'idée a germé d'un métrobus en surface, ce que nous avons conçu à Curitiba. Nous transportons plus de douze millions de passagers par jour, plus que le métro de São Paulo et de Rio de Janeiro. C'est un système intégré, avec des voies réservées, des embarquements rapides. Quand les usagers sont nombreux, nous ajoutons des omnibus. Dans le monde, quatre-vingt-trois villes ont implanté un système BRT, Bus Rapid Transit, sur le même principe. Les discours qui sous-entendent qu'il n'y a que deux modes de transports urbains, la voiture et le métro, sont inutiles. Nous devons trouver les meilleures solutions pour faciliter la mobilité des citoyens. Curitiba est la preuve que c'est possible. Dans une ville, il est possible de changer les fonctionnements pour améliorer la qualité de vie.

■ Jaime Lerner,

président de l'Union internationale des architectes,
ancien maire de Curitiba, Brésil,

intervention vidéo recueillie par Lato sensu productions
dans le cadre de la série *Artisans du changement*



Éducation, le système selon Darwin

par Philippe
Meirieu

Le système éducatif est darwinien. Il favorise l'exclusion progressive des moins favorisés. On constate aussi un déséquilibre sur les moyens financiers au détriment des universités et à l'avantage des grandes écoles. Une société avec un objectif de développement durable nécessiterait de remettre en cause cet état des choses.

I Philippe Meirieu,
professeur en Sciences de l'éducation, Université Louis Lumière-Lyon,
responsable pédagogique de la chaîne de télévision pour l'éducation Cap Canal,
propos exprimé lors des Assises

L'économie verte, relais de croissance et consommation utile

par Christine
Calmes-Viron

Rapidement, nous avons compris que nous ne pourrions pas être légitimes dans notre politique de développement durable en continuant à vendre des engrais et des pesticides chimiques. Nous avons donc formé nos salariés — déformés plus que formés sur ces sujets dans les écoles d'horticulture — pour qu'ils apprennent la philosophie et les pratiques du jardinage écologique. Nous avons également travaillé à faire évoluer l'offre de nos fournisseurs conventionnels, car celle des fournisseurs de solutions naturelles historiques était trop limitée et notre objectif était bien de changer les pratiques de la filière dans son ensemble.

Nous avons certainement perdu du chiffre d'affaires, car certains clients ont des habitudes ancrées, mais globalement nous constatons que les citoyens sont prêts au changement et, par ailleurs, cette décision a été l'acte fondateur d'un nouveau positionnement de l'enseigne, et donc une opportunité de renforcer notre différenciation. Si notre entreprise était cotée en Bourse, nous n'aurions pas pu aller aussi loin aussi vite, car notre démarche s'inscrit dans une visée de moyen terme.

Maintenant, notre objectif est de devenir une chaîne alternative de produits naturels, écologiques et biologiques, pour le jardin bien sûr, mais aussi pour la personne, la maison et les animaux. Toutes les chaînes de jardinage cherchent des relais de croissance. Elles le trouvent souvent dans la décoration. Nous, nous le trouvons dans le bio et les produits naturels... C'est un relais de croissance qui nous permet d'évoluer vers une consommation plus utile.

I Christine Calmes-Viron,
directrice Développement durable, Botanic,
propos recueilli par *Alternatives économiques*
dans le cadre de la synthèse des Assises

Pas de paradis pour les **enfers** fiscaux

par Patrick
Viveret

Les paradis fiscaux constituent le scandale public mondial par excellence, l'antithèse absolue de tout développement humain soutenable. Les termes mêmes sont piégés : je préfère parler d'enfers fiscaux, parce qu'ils ne sont paradisiaques que pour leurs rares bénéficiaires. Du point de vue des citoyens et des acteurs publics, c'est un détournement massif de ressources qui pourraient être engagées dans l'éducation, la santé, l'écologie, le développement soutenable au sens large du terme.

Lester Brown, dans son plan B mondial, avait évoqué la nécessité de trouver 173 milliards de dollars pour faire face aux enjeux du réchauffement climatique. Ce n'est pas grand-chose, quand on sait que les flux monétaires des paradis fiscaux représentent 11 000 milliards de dollars.

Tout le monde prétend s'y opposer, tout en disant : «c'est impossible». Pourtant, a priori, d'autres choses beaucoup plus difficiles et plus coûteuses à mettre en œuvre l'ont été : je pense au sauvetage du système bancaire international ou, pour prendre un terrain très proche des paradis fiscaux, à la lutte contre le dopage. Après tout, en plein Tour de France et alors que l'image des équipes françaises allait être tributaire de la lutte contre le dopage, la France a été capable de lancer seule une initiative internationale qui est maintenant structurée et structurante dans le sport international.

Pourquoi cela serait-il impossible pour les paradis fiscaux, alors qu'il suffirait que les grands Etats et les grandes entreprises cessent toute transaction avec quelque acteur que ce soit qui utilise leur médiation ? La question cruciale est bien celle de l'hypocrisie.

■ Patrick Viveret,

philosophe,

propos recueilli par *Alternatives économiques*
dans le cadre de la synthèse des Assises

Entreprises,

hier responsables du problème, demain porteuses de la solution

par Bruno
Rebelle

La montée en puissance des préoccupations sociétales ne laisse pas les entreprises indifférentes. Certains voient dans cet engouement pour le développement durable une adaptation circonstancielle, une autre forme de greenwashing.

Soyons plus prospectifs pour bien cerner les raisons de ces changements. Non seulement les entreprises en contact direct avec le grand public doivent impérativement être attentives aux nouvelles attentes de leurs clients, pour ne pas être sanctionnées par des consommateurs toujours plus exigeants. Non seulement elles mesurent le bénéfice des réductions de charges résultant, par exemple, des économies d'énergie. Mais, parce que leur activité est le fruit de l'engagement de femmes et d'hommes qui font partie d'une société en pleine évolution et qui sont en demande de changement dans leurs pratiques personnelles et professionnelles, elles sont poussées au changement «de l'intérieur».

C'est de la convergence des prises en compte de ces enjeux externes – l'impact social, économique et environnemental de l'entreprise – et des attentes des cadres et des salariés que peuvent naître de nouvelles dynamiques de développement plus responsables, plus solidaires, plus connectées au territoire sur lequel agit l'entreprise. C'est ce mouvement qu'il faut accompagner avec attention pour conforter ces évolutions. C'est le moment pour aider en particulier les entreprises qui comprennent, qu'étant, aujourd'hui, une partie du problème, elles pourraient être, demain, une part de la solution.

I Bruno Rebelle,
directeur général de Synergence,
propos exprimé lors des Assises

Foncier social :

quand l'épargne fait barrage à la spéculation

avec Claude
Kirchhoff

«La culture et le savoir-faire paysan constituent une richesse qu'il ne faut pas gaspiller», estime Claude Kirchhoff, président de Terre de liens. Cette association a été créée à la fin des années quatre-vingt-dix en Rhône-Alpes par des mouvements d'éducation populaire, de la finance solidaire, de l'agriculture biologique et de la protection de l'environnement, préoccupés par les problèmes d'accès au foncier rencontrés par les paysans.

Face à la spéculation foncière, à l'artificialisation des sols et à la concentration des exploitations, Terre de liens a donc décidé de créer un outil financier favorisant un contrôle citoyen des usages de la terre par la propriété collective. Il s'agit d'une foncière chargée de collecter de l'épargne dite «solidaire» afin d'acquérir des biens immobiliers en milieu rural pour en assurer sur le long terme une gestion sociale et écologique.

Avec cette particularité : l'épargne est tournante, chaque citoyen s'investissant un temps avant de laisser la place à un autre actionnaire. En octobre 2008, l'association a collecté 3 millions d'euros via un appel public à l'épargne. Ce qui lui a permis d'acquérir du foncier qu'elle loue ensuite à des agriculteurs qui lui présentent des projets respectueux de l'environnement. Au 31 décembre 2008, quatorze projets dans toute la France étaient soutenus par Terre de liens.

I Alternatives économiques

dans le cadre de la synthèse des Assises

Le Grenelle

à l'heure des bilans

par Michèle
Pappalardo

En 2007, le Grenelle Environnement suscite la surprise. La France s'engage alors dans une véritable mutation écologique et un processus de concertation inédit. Les parties prenantes issues des cinq collèges — entreprises, syndicats, ONG, collectivités locales, Etat — s'accordent sur des propositions dans des domaines aussi variés que la biodiversité, les transports, la santé, le bâtiment... Le texte de loi — dit Grenelle 1 — reprend ces propositions et fait l'objet d'un vote en première lecture en 2008 à la quasi-unanimité, ce qui permet à chacun de s'approprier les avancées qu'il encourage et les opportunités qu'il crée.

De toute évidence, cette loi marque une évolution des mentalités et une volonté politique sans précédent en faveur du développement durable, notamment depuis les dernières Assises nationales de 2006. Les textes de loi — en cours d'examen comme Grenelle 1 et ceux à venir comme Grenelle 2 — témoignent, par leur seule existence, du changement. La prochaine étape est d'appliquer les textes et de favoriser l'appropriation du Grenelle Environnement

au niveau régional. Cette territorialisation du Grenelle est essentielle car ce sont les acteurs locaux qui, là où ils se trouvent, vont avoir les moyens concrets de le faire vivre.

Même si les choses sont déjà bien amorcées, il y a encore beaucoup à faire et cette année 2009 est déterminante. Elle est celle du Sommet de Copenhague qui, onze ans après le protocole de Kyoto, viendra renforcer l'engagement des nations contre le changement climatique. Dans le même temps, en France, c'est-à-dire dès la fin 2009, nous devrons pouvoir mesurer les premières transformations, apportées par le Grenelle Environnement dans de nombreux domaines de la vie quotidienne. Nous rechercherons aussi à en amplifier les effets en l'orientant vers des objectifs de développement durable.

■ **Michèle Pappalardo,**

déléguée interministérielle au Développement durable,
commissaire générale au Développement durable,
propos exprimé en ouverture

Pour lutter contre l'injustice sociale : **la gouvernance**

par Kah
Walla

Il faut qu'il y ait une conviction très forte du dirigeant pour que la notion de justice sociale soit partie prenante du projet d'entreprise et pas juste un alibi en s'exonérant, de-ci, de-là, de quelques actions ponctuelles. C'est très fort dans les pays émergents où l'injustice sociale est très grande et où la corruption a un effet sur la macroéconomie d'un pays. Il faudrait qu'il puisse y avoir des indicateurs de mesure de la justice sociale dans les entreprises (cf. les systèmes de notation). La crise que nous vivons est une crise de gouvernance avant toute chose, car il y a une insuffisance de règles.

■ **Kah Walla,**

membre du World Entrepreneurship Forum,
directrice fondatrice du cabinet conseil Stratégies ! au Cameroun,
propos exprimé lors des Assises

Après un siècle de décisions parfois irréversibles... quel **héritage** ?

par Didier
Jouve

Ce vingtième siècle restera dans l'histoire de la planète comme le moment le plus égoïste, scandaleux, irresponsable, celui d'une société devenue ivre, qui consomma en un instant le patrimoine et l'avenir. Ce que nous avons fait, nos enfants pourront-ils le défaire ?

«Permettez une question toute simple», dit la génération future. «Dans ces conditions, où est le progrès ?» Nous allons restituer à nos enfants une terre abîmée, appauvrie, une société délabrée, profondément inégalitaire, injuste et donc dangereuse, un monde déboussolé. Ne faudrait-il pas instaurer le droit des générations futures à corriger nos erreurs ? La réversibilité d'un choix est une exigence démocratique quand l'addition d'actes irréversibles est totalitaire.

Nous devons très vite réaliser un état des lieux sans complaisance. Certains ne veulent pas voir. Ils ne veulent pas dire.

Ils ne veulent pas entendre. Le premier chantier est celui de vérité, le partage d'une vue commune de la réalité sans lequel rien ne peut être fondé.

Il faut aussi stopper immédiatement la destruction massive. Sans tergiverser. Je reste frappé par un débat du Grenelle, dans lequel tous les participants reconnaissaient l'ampleur du problème de santé publique, posé par l'utilisation des pesticides. Mais la pression des représentants agricoles ne permettait pas un consensus autour de leur suppression, même progressive. Le texte final prévoit la réduction de moitié sur dix ans. L'autre moitié des victimes appréciera.

Il faudra certainement plus de courage, et dans tous les domaines, pour prendre les décisions nécessaires. Mais il nous faudra assumer ensemble toute la responsabilité. Ne pas partir à la recherche des responsables et accepter nos propres incohérences. Parce que la réponse passe par un changement global compris et assumé par tous, par des solutions résultant de l'intelligence collective.

I Didier Jouve,

vice-président délégué au Développement durable,
Région Rhône-Alpes,
propos exprimé en ouverture

Des indicateurs en rupture avec le PIB

par Jean
Gadrey

Les nouveaux repères pour changer radicalement de cap ne sont pas seulement des indicateurs mais plus généralement des énoncés, des mots, des règles, en prise directe sur l'action. Deux exigences prévalent.

L'une veut que les indicateurs portent sur des finalités — comme le bien-être, les équilibres écologiques, le développement humain durable, les finalités de l'entreprise, les temps

de la vie — et non sur le produit intérieur brut et sa croissance qui ont de moins en moins à voir avec le bien-être et le développement durable, voire qui ont contribué à nous enfoncer dans la crise. C'est explicitement ce qu'écrira Joseph Stiglitz dans son rapport d'avenir.

L'autre exigence s'attache à ce que la réflexion, la mise au point et l'usage de ces nouveaux indicateurs, de ces nouveaux repères relèvent d'instances citoyennes nouvelles, d'institutions nouvelles, du local au global associant toutes les formes de connaissance et d'expertise, des plus pointues techniquement jusqu'à l'expertise du vécu de chacun. Y compris en admettant que les gens qui semblent les plus démunis, les plus pauvres en revenu, sont porteurs de connaissance et riches en idées, ce qui est indispensable pour définir des indicateurs et des repères pour la société.

Il faut certes en finir avec la dictature du PIB et celle des actionnaires, mais il faut d'abord en finir avec le monopole des experts institutionnels, économistes en tête, sur les indicateurs, les repères de progrès tout en continuant à bénéficier de leurs apports mais sans leur accorder plus de poids qu'à d'autres. Tous experts pour de nouveaux repères du développement durable mais sans démagogie : cela implique des dispositifs nouveaux de débats, de formation réciproque et des initiatives massives dans l'éducation nationale, dans l'éducation populaire et dans la formation professionnelle.

Il nous faut donc des engagements de mise en place de tels dispositifs de la démocratie territoriale : cela va des conférences de citoyens jusqu'aux conseils de développement, des assemblées de territoires, en passant par les conseils économiques et sociaux régionaux... et cela devrait aller jusqu'à une commission pluraliste des comptes nationaux du développement humain durable, avec un rapport annuel au Parlement, des publications régulières et de semblables commissions dans toutes les régions.

Changer de repères et d'indicateurs ne suffit pas à changer de modèle de développement, mais cela peut y contribuer très fortement si les repères font l'objet de vastes délibérations, parce qu'ils participent alors à des prises de conscience sur la nécessité de changer concrètement de cap. Il n'y a aucune chance de pouvoir résumer le bonheur par un indicateur unique, mais les indicateurs peuvent indiquer diverses condi-

tions à respecter pour que, comme le dit Amartya Sen, «tous les gens puissent disposer de larges opportunités de choix de vie souhaités». Ces nouveaux indicateurs peuvent donc à la fois nous alerter sur des risques graves, voire nous angoisser, mais aussi nous indiquer de façon plus positive les caps de vie désirable dans une bonne société s'inscrivant dans la durée. Qui est légitime pour définir cela sinon les gens concernés eux-mêmes ?

■ Jean Gadrey,

économiste, professeur des Universités, Lille 1

propos exprimé en clôture

Une foule à l'intelligence collective

par Richard
Collin

La «foule intelligente» est-elle plus sage que ceux qui pensent pouvoir penser à la place des autres? Oserions-nous dire que la connaissance est d'abord incarnée ? Incarnée dans chacun d'entre nous et de son vécu et qu'elle n'est, ni dans les livres, ni chez les experts puisque la connaissance c'est la capacité qu'a chacun à mettre dans son propre contexte des informations désormais accessibles pour résoudre des problèmes — voire en créer pour innover. Et que de plus, la connaissance, c'est l'autre ; autre que l'on connaît, que l'on reconnaît. Acceptons-nous de reconnaître que chacun sait quelque chose d'unique et de rare et que peut-être les diplômes sont aussi bien un facteur d'exclusion sociale, d'appauvrissement de la création de connaissances nouvelles, voire un prétexte pour une dangereuse légitimité ? Si les technologies 2.0 du Web inaugurent la fin de la tyrannie de l'écrit, la puissance des réseaux sociaux, la force du dialogue et des conversations, le renouvellement du lien social, la multiplicité des points de vue et la mise à leur juste place de l'influence des «autorités de

connaissances», comme les médias, les experts..., aussi bien que de nouveaux rapports à la connaissance et aux autres, comment allons nous pouvoir devenir ces entrepreneurs de connaissances, ces cultivateurs de confiance et ces cueilleurs de compétences que la société d'aujourd'hui réclame ?

■ Richard Collin,
professeur, Ecole de management de Grenoble,
propos exprimé lors des Assises

Irréversibilité

Se dit d'une décision dont les conséquences, au jour où elle est prise, ne permettent pas de revenir en arrière. Par son caractère d'engagement au nom de toutes les générations à venir, la décision irréversible se situe au plus haut sommet de la responsabilité politique.

Jalons : les Français ont une vision sociale de l'écologie

par
Dominique
Pialot

Le développement durable est entré sur l'écran radar des Français. C'est ce que montre l'enquête commandée à Ipsos par la Région Rhône-Alpes dans le cadre des 5^{es} assises nationales du développement durable qu'elle organise à Lyon du 19 au 21 janvier et dont *La Tribune* est partenaire. On y découvre que, si le terme est aujourd'hui connu de 97% d'entre eux, il n'a pas la même signification pour tous.

Sans surprise, il évoque d'abord l'environnement (87%), mais aussi l'activité économique et financière (56%), la solidarité sociale (50%), la gouvernance (45%), la santé (40%) et l'éducation (22%). Globalement, ce sont le changement climatique, la raréfaction des ressources naturelles, les inégalités sociales et la question du logement qui les inquiètent le plus (à plus de 90%), suivis par les inégalités Nord-Sud, l'accès à la santé et les conditions de travail en France. 80% des personnes interrogées considèrent qu'il est indispensable de sensibiliser le plus grand nombre à la protection de l'environnement, mais 42% d'entre elles estiment que, dans le contexte actuel, l'emploi est plus important encore.

89% des sondés reconnaissent leur responsabilité individuelle

en matière de développement durable. Dans cette situation, les deux tiers se muent en «consomm'acteurs» en optant, lors de leurs achats, pour des produits plus respectueux de l'environnement. Ils sont aussi nombreux à prôner un abaissement du niveau de consommation collectif. En revanche, ils ne sont plus que 46% à accepter que le principe du pollueur-payeur soit appliqué aux citoyens, et seulement 37% se disent prêts à s'engager au service de la société.

À l'inverse, ils attendent que les pouvoirs publics mettent en œuvre des politiques en faveur de l'environnement (énergie, transports, déchets), mais aussi de développement économique, de solidarité et d'action sociale.

Dans leur ensemble, les Français se montrent optimistes sur l'efficacité d'une action conjointe de tous les acteurs, pouvoirs publics, associations, entreprises et citoyens. Cette confiance s'exprime notamment sur les questions ayant trait au logement, à l'accès à la santé, aux conditions de travail ou à la lutte contre le changement climatique. Ils se montrent plus sceptiques sur la capacité collective à remédier aux inégalités sociales, à la raréfaction des ressources naturelles, ou encore aux inégalités Nord-Sud.

Les résultats concernant les indicateurs sont riches d'enseignements. Pour 57% des sondés, c'est «la qualité de la vie en général», qui reflète le mieux la richesse d'un pays, suivi du salaire moyen (41%), du taux de chômage (31%), du nombre d'habitants au-dessous du seuil de pauvreté (40%) ou encore de l'état de santé général de la population (36%). Le PIB, lui, ne recueille que 27% des suffrages.

Dans le contexte actuel, les aspects économiques prennent un relief particulier. L'adoption de règles éthiques rallie 89% d'opinions favorables, devant le sauvetage de l'industrie française (86%) et la régulation économique internationale (80%).

Pas moins de neuf personnes sur dix estiment nécessaire de repenser les modèles économiques, soit par l'établissement de nouvelles règles d'encadrement (59%), soit, pour les plus radicaux (31%), par une totale remise à plat.

Sans surprise, seuls 9% des sondés jugent que le système boursier et financier est désormais sous contrôle et que le risque d'effondrement des marchés est éliminé.

I Dominique Pialot,
journaliste à la *Tribune.fr*

*Le PIB mesure à peu près tout sauf
ce qui rend la vie digne d'être vécue.*

Robert Kennedy

*Nous devons apprendre à vivre
ensemble comme des frères ou périr
ensemble comme des idiots.*

Martin Luther King

Avec notamment Robert **Kennedy** et Martin Luther **King**

par
Jean-Michel
Gode

Nous sommes partis du questionnement de ces Assises : «Trouver la richesse». Et nous avons choisi des citations fortes de personnages reconnus dont on ne s'attendait pas à ce qu'ils remettent en question cette notion, dans son sens le plus orthodoxe — par exemple : Robert Kennedy. Ce décalage nous a intéressés. Des citations de Karl Marx ou Che Guevara auraient été moins marquantes car trop attendues.

■ **Jean-Michel Gode,**
agence de communication Jump France,
propos recueilli par les lycéens du journal *Du!Rab!le*
de l'association Jets d'encre

Des liens plutôt que des biens

par Miguel
Benasayag

Des liens plutôt que des biens ? La question commence à se poser, mais trop en surface.

C'est pourtant une question sérieuse et profonde. Pour autant, sa prise en considération, comme une possibilité de changement et d'habitudes de consommation pour la population, ne fait que commencer. Elle n'est pas encore une tendance lourde. C'est une utopie puisque, pour lancer un thème de réflexion dans la société, il faut d'abord exposer une utopie afin que les idées s'agencent ensuite de façon plus réaliste.

La France est un pays de conflit et de conflictualité dans le bon sens du terme, c'est-à-dire de diversité et de multiplicité. Elle est bien placée dans son histoire et dans son actualité pour jouer un rôle important dans ce virage du développement durable, qu'espérons-le, notre petite humanité pourra prendre un jour.

I Miguel Benasayag,

psychanalyste,

propos recueilli par la Web TV de l'association Acid

Microcrédit, la banque à visage humain résiste à la crise

par
Muhammad
Yunus

La Grameen Bank est une entreprise, comme les autres. Elle a des actionnaires. Elle réalise des bénéfices. Elle redistribue ses profits à ses actionnaires sous forme de dividendes. Dès le début, elle a été très rentable. Ce qui fait que, dès le début, nous avons pu reverser des dividendes à nos clients. La Grameen bank est donc une société rentable avec cette différence qu'elle est détenue par des femmes pauvres.

Aujourd'hui, nous comptons 7,5 millions de clients. Parmi ceux qui ont été accueillis depuis au moins cinq ans, les deux tiers sont sortis de la pauvreté. Ce processus augmente chaque mois, ce qui fait que notre démarche n'est pas marginale. Je souhaite

développer ce système dans le monde entier. Nous obtiendrons les mêmes résultats car, dans leur majorité, les pauvres remboursent ce qu'ils ont emprunté à 100%.

Face à la crise financière internationale, au déclin des banques et aux difficultés des grandes entreprises, la Grameen Bank est ainsi forte et saine. Certaines banques traditionnelles se demandent maintenant pourquoi elles ne se sont pas inspirées plus tôt de nos méthodes.

I Muhammad Yunus,

fondateur de la Grameen bank, spécialiste du microcrédit,
prix Nobel de la Paix, Inde,

intervention vidéo recueillie par Lato sensu productions
dans le cadre de la série *Artisans du changement*

Monnaies solidaires

contre le monopole du système monétaire

sur Bernard
Lietaer

Pour l'économiste belge Bernard Lietaer, ancien directeur de la Banque de Belgique, la crise financière s'explique en grande partie par le monopole du système monétaire. En effet, la théorie de la complexité a démontré que la viabilité d'un système dépend de l'équilibre qui est trouvé entre deux pôles : celui de l'efficacité, d'une part, et celui de la résilience (c'est-à-dire la capacité de rebondir, de surmonter un obstacle), d'autre part. Or ces deux pôles sont antagonistes : la résilience augmente avec la diversité et le nombre d'interconnexions, mais l'efficacité est meilleure dans un système monopolistique.

Il existe néanmoins une fenêtre, assez étroite, dans laquelle un système peut être durable. Si le curseur penche trop en faveur de l'un ou de l'autre pôle, le système s'écroule. «C'est exactement ce qui s'est passé dans le système monétaire. On a justifié le monopole d'une monnaie nationale sur la base de son efficacité

pour la formation des prix et des échanges. Mais on a oublié la résilience offerte par la diversité monétaire et on a été bien au-delà de la fenêtre de viabilité. Le système monétaire n'est donc structurellement pas viable», explique Bernard Lietaer.

La solution ? Développer des monnaies complémentaires, à l'échelle régionale, qui permettent de réaliser des échanges qui autrement n'auraient pas lieu. A l'image du *wir*, monnaie parallèle qui existe depuis les années trente en Suisse et qui est utilisée actuellement par plus de 60 000 entreprises. Cette monnaie est sans intérêt financier et fonctionne grâce à une mutualisation du crédit. Elle permet à ces entreprises de continuer à vendre des produits entre elles malgré l'étranglement du crédit par les banques.

«Cette approche a fait ses preuves, la stabilité du système économique suisse est d'ailleurs fortement liée à l'existence d'un système monétaire dual : à chaque fois qu'il y a une récession en Suisse, le volume des monnaies complémentaires augmente, tandis que lorsqu'il y a un boom dans l'économie normale, c'est l'inverse qui se passe», constate Bernard Lietaer. Avant d'ajouter : «Cette crise est une opportunité pour reprendre en main notre destin monétaire, il est possible de faire de la monnaie un serviteur plutôt qu'un maître.»

I Alternatives économiques

dans le cadre de la synthèse des Assises

Retrouver l'agriculture séculaire pour **nourrir** la planète

par Jean-Paul
Jaud

Notre santé est liée à l'alimentation, issue d'une agriculture chimique et mortifère, polluante. L'agriculture séculaire qui, jusqu'à la deuxième moitié du XX^e siècle, nous a permis de manger bio et naturel peut la remplacer. Car il faut maintenant arrêter de s'empoisonner.

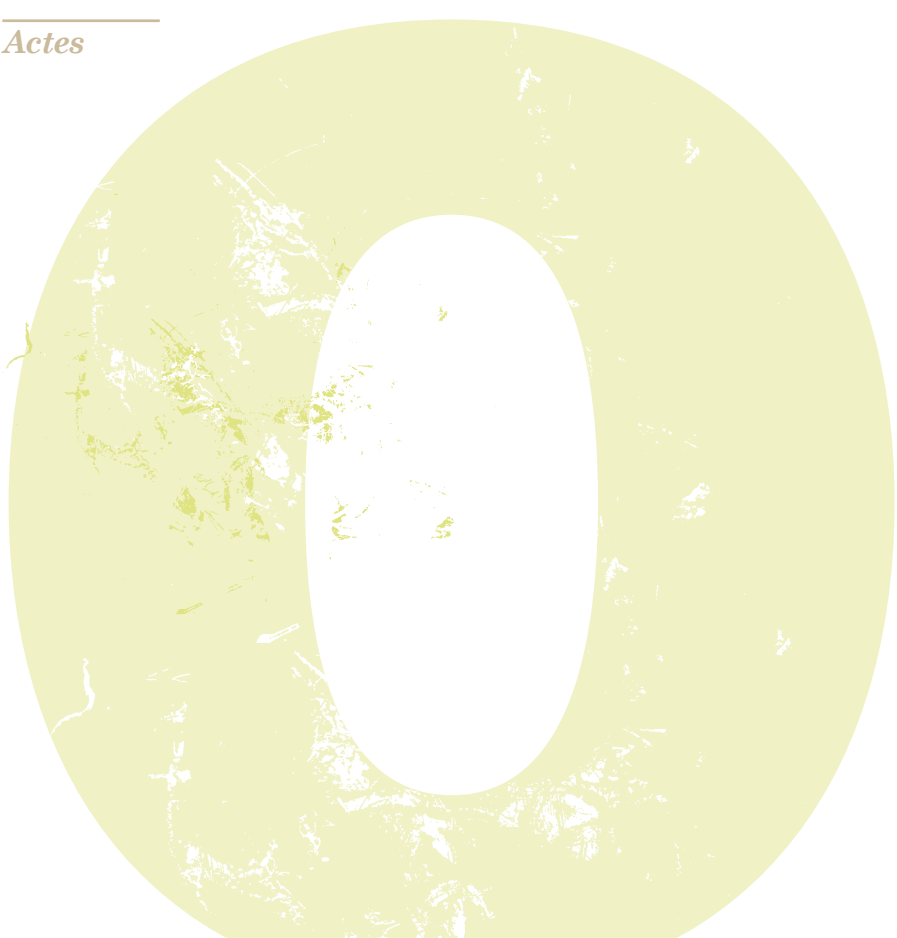
L'alimentation issue de cette agriculture génère à elle seule 30% des émissions de gaz à effet de serre, c'est-à-dire qu'elle influe pour 30% sur le réchauffement climatique. Les pouvoirs publics donnent beaucoup d'argent aux agriculteurs qui polluent alors que l'on demande à ceux qui ne polluent pas de payer pour justifier qu'ils ne polluent pas. C'est quand même aberrant. Nous marchons sur la tête.

«Ton premier médicament, c'est ton alimentation», a écrit Hippocrate. Or pour que nos enfants puissent être demain des citoyens de la planète, leur corps doit pouvoir suivre ce que leur commande leur cerveau : il faut qu'ils soient correctement nourris. Connaissez-vous un mammifère qui détruit sciemment l'habitat de ses petits et qui empoisonne sciemment ses petits ?

■ Jean-Paul Jaud,

réalisateur de *Nos enfants nous accuseront*,

propos recueilli par la Web TV de l'association Acidd



Le temps des **opportunités**

par Jean-Jack
Queyranne

Les épreuves les plus difficiles nous obligent à aller de l'avant ! Elles nous poussent à changer. Il en sera ainsi de cette crise, si nous en saisissons les opportunités. Elle pourrait en effet être à l'origine d'une nouvelle aventure humaine, fondée sur un développement durable et sur une limitation du pouvoir des marchés. Il s'agit d'un grand pari lancé à l'humanité.

D'un bout à l'autre de la planète, des citoyens s'engagent, pointent la surdité de certains gouvernants, dénoncent le manque de

clairvoyance de quelques experts, demandent des actes et du courage ! Cet élan venu de toutes parts, qui engendre tant d'imagination comme tant d'initiatives, a de quoi réveiller notre optimisme. Il se traduit par de multiples actions concrètes et visibles porteuses des emplois de demain : pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, notamment par le développement des transports collectifs et des bâtiments écologiques ; pour modifier notre rapport à la vie par la préservation de la biodiversité et des paysages ; pour préparer les jeunes à leur vie d'adulte en les formant aux métiers de la croissance verte comme l'écoconstruction, l'agriculture biologique, les énergies renouvelables ; pour innover dans tous les secteurs de la société, en réinventant nos façons de produire, d'échanger, de travailler et de penser.

A l'excès de confiance, à l'inconscience du lendemain, au tout pour soi et au centralisme, succèdent peu à peu la sobriété, la responsabilité, le partage ainsi qu'une autre gouvernance où le citoyen a sa place. Le temps du jacobinisme et de l'expertise imposée d'en haut n'est plus d'actualité. C'est pourquoi, à la lumière des actions et des expérimentations que conduisent les Régions, il est temps qu'elles soient reconnues comme des acteurs du développement durable.

Les dynamiques mises en œuvre sur les territoires régionaux ont aidé à se rapprocher des créateurs, entrepreneurs et autres acteurs locaux. Plus encore, c'est avec eux qu'elles ont permis de concevoir les projets et de prendre les décisions dont ils seraient les premiers bénéficiaires. Car nous savons que ce bénéfice est d'autant plus fort et d'autant plus accepté que la population concernée en a été l'artisan. La confiance ainsi créée est de nature à atténuer les situations de mise à l'écart, provoquées par la crise comme par les politiques actuelles, particulièrement brutales.

Nous sommes forcés d'avancer. Les solutions existent. Les grands chantiers sont à portée de main. Le monde entier crie son impatience. Faisons des opportunités d'aujourd'hui... les fiertés de demain.

I Jean-Jack Queyranne,
président de la Région Rhône-Alpes,
propos exprimé en ouverture

Pays du Sud

et espoirs de relocalisation

par Aminata
Traoré

Pour les régions du Sud et en particulier l'Afrique, il est grand temps d'accorder la priorité aux Humains. Nous avons besoin de nous reconstruire dans le même élan que nos terroirs et le lien social. Nous avons besoin de renouer avec la confiance en nous-mêmes, d'imaginer de nouveaux repères et de nous engager dans des actions qui nous réconcilient avec l'environnement.

En termes d'énergie, les plus pauvres ont recours aux bois de feu ou au charbon de bois. Les alternatives existent, mais elles sont inaccessibles. Il en est ainsi pour l'énergie solaire.

Au Mali, il existe au plan social des formes d'investissements non monétaires qui pourraient nous permettre, en ville comme à la campagne, de prendre en charge l'environnement et de réhabiliter nos maisons et bien des infrastructures de base.

Il s'agit aussi de relocaliser le marché africain en Afrique puisque nos économies extraverties sont inondées de biens importés, souvent produits à partir de nos matières.

■ Aminata Traoré,

ancienne ministre de la Culture du Mali,

propos recueilli par la Web TV de l'association Acidd

Québec sans pauvreté, la théorie de l'escalier

par Vivian
Labrie

Être en situation de pauvreté, c'est comme être en bas d'un escalier roulant qui descend. Plutôt que de demander à chacun de remonter cet escalier qui descend, les pouvoirs publics devraient s'occuper de l'escalier.

■ **Vivian Labrie,**
conteuse, cofondatrice du Collectif pour un Québec sans pauvreté,
propos recueilli par *Alternatives économiques*
dans le cadre de la synthèse des Assises

Avant les résultats financiers, la **responsabilité** **sociétale**

par Franck
Riboud

La responsabilité sociale, environnementale et sociétale est dans nos gènes. En 1972, mon père disait déjà que la croissance pour la croissance ne sert à rien. Je n'aime pas qu'on fasse du développement durable un truc à part. Toutes les entreprises qui réussissent le pratiquent. Toutes savent que, pour réussir, il faut être efficace, en adéquation avec l'actionnaire, sans que les résultats financiers soient une fin en soi. Les résultats doivent rester un outil au service de l'écosystème — clients, employés, fournisseurs — au sein duquel les bénéfices vont être partagés. Si par exemple vous pressurez vos fournisseurs, vous les tuez, vous détruisez l'écosystème.

I Franck Riboud,

PDG du groupe Danone,

propos recueilli par le journal *Le Progrès*

Ressources,

les arbres ramènent la vie

par Wangari
Maathai

Aux femmes qui étaient en difficulté, j'ai voulu apporter une solution rapide : elle revenait à planter des arbres. Nous vivons sous les tropiques où les végétaux grandissent vite. Le bois pouvait servir au chauffage, mais aussi comme matériau de construction ou encore à protéger le sol et à nourrir les animaux. Il pouvait constituer un revenu. C'est comme cela que j'ai commencé.

Un jour où je marchais dans la campagne, je rencontre un homme qui faisait paître son bétail. Je lui demande d'où viennent ces arbres. Il me répond que sa femme les a plantés, ce dont il était très fier. Quand je l'interroge sur les avantages de ces arbres en plus de leurs fonctions domestiques, il me dit que, grâce à eux, certains animaux sont revenus, comme les oiseaux, les lapins et les antilopes. Souvent on a tendance à considérer que les pauvres ne savent pas apprécier la diversité biologique. Or cet homme en avait conscience.

I Wangari Maathai,

fondatrice du Green Belt Movement,

prix Nobel de la Paix, Kenya,

intervention vidéo recueillie par Lato sensu productions
dans le cadre de la série *Artisans du changement*

Richesse,

à la recherche du mieux

par Chris
Olivier

On ne veut plus aujourd'hui d'une richesse du «toujours plus», qui génère gaspillage, destruction sociale et environnementale, paupérisation et perte de sens. La croissance reste désirable, et l'on n'est pas prêt à y renoncer facilement (sauf pour une minorité). On envisage naturellement sa situation et celle de ses en-

fants comme pouvant s'améliorer, et l'on n'est surtout pas prêt à renoncer à des acquis tels que la santé, la liberté de se déplacer, la diversité alimentaire, le confort... Mais on a compris les pièges que recèle la «recherche du plus» si elle n'est pas contrôlée par la préoccupation du durable.

La richesse qui paraît désirable aujourd'hui est «une richesse du mieux». Elle consiste à intégrer, à tous les niveaux, la préoccupation du durable, du partage, de l'autre, du collectif, de l'éthique sans nier l'individu. Fondée sur l'innovation et l'acceptation du changement, elle est perçue comme crédible aujourd'hui et pouvant résoudre les conflits entre intérêt individuel et collectif, progrès économique et progrès social. Elle resitue la nature dans ses droits, redonne droit de cité au travail utile plutôt qu'au travail générateur d'argent et de statut, aux activités humaines non rentables, au temps que l'on prend, à l'éducation et remet la consommation à sa juste place.

Mais si désirable soit-il, ce changement ne doit pas se faire à tout prix : il est refusé s'il induit une société liberticide, où les ressorts du changement sont la culpabilisation, la sanctuarisation de la nature, la perte de la liberté individuelle au profit du tout collectif. Pas plus d'ailleurs que s'il faut renoncer aux acquis du développement.

■ **Chris Olivier,**

directrice associée du Cerphi,

conclusions de l'enquête Jumpfrance réalisée par le Cerphi
et présentée lors des Assises

Société post-consumériste que reste-t-il aux pauvres ?

par Jean
Aubin

Les libéraux défendent la théorie du ruissellement : la consommation des riches crée des emplois qui profitent aux pauvres. Mais quand les limites de la planète sont atteintes, on passe à un effet de captation : ce que les riches ont consommé, les pauvres ne le consommeront plus.

■ Jean Aubin,

chercheur à l'ONG Pekea,

propos recueilli par *Alternatives économiques* dans le cadre de la synthèse des Assises

Solidarités,

des placements qui abritent

par Bernard
Devert

Face à l'éclatement des marchés financiers, nous avons besoin d'une approche différente de l'économie tant elle est désormais massivement financiarisée. L'argent n'est-il pas devenu une fin en soi au lieu d'être un moyen d'échange.

Aussi, est-il urgent de faire progresser l'épargne solidaire pour qu'enfin des placements, à l'abri de la tourmente financière, abritent durablement les personnes.

I Bernard Devert,
président fondateur d'Habitat et humanisme,
propos exprimé lors des Assises

Les taxes, garantes de la démocratie

par Riccardo
Petrella

Nous devons créer des taxes mondiales. Car les taxes sont les éléments clés de la démocratie et de la solidarité. Les sociétés, où les taxes sont les plus élevées, sont aussi les plus démocratiques et les plus solidaires.

I Riccardo Petrella
économiste et politologue,
propos exprimé en ouverture

Entre l'immédiat et le long terme : le nouveau rapport au **temps**

par Martin
Vanier

Agir vite, sans plus attendre, mais agir longtemps, dans la durée. Faire face à l'urgence, mais viser loin. Mettre en place des réponses immédiates, mais produire des résultats à long terme, des résultats durables. La seule action collective susceptible de conduire le changement est celle qui se donne les moyens de le conduire opiniâtrément, parfois sur toute une génération. Le monde contemporain est dans l'immédiateté. La soutenabilité de son développement est au contraire dans la patience de l'action en sa faveur.

■ **Martin Vanier**

géographe, Institut de géographie alpine,
propos exprimé lors des Assises

Tout se **transforme**

par Takao
Furuno

La production de riz a beaucoup augmenté au cours des cinquante dernières années avec l'utilisation de produits chimiques, comme les pesticides et les herbicides. Mais ils présentent des risques pour notre santé. Ils sont responsables de la pollution environnementale et de la disparition de la biodiversité. En ce qui me concerne, je laisse les canards dans la rivière. Ils mangent ce qui nuit à la croissance du riz, comme les insectes et les mauvaises herbes. La fiente des canards nourrit le sol : elle fait grandir le riz et fait grandir les canards ! C'est ma méthode. Mon travail est plus fastidieux que si j'utilisais des engrais et des pesticides. Mais trente minutes pour pulvériser l'insecticide ou pour nourrir les canards, ce n'est pas pareil : c'est beaucoup plus amusant, en plus d'être durable et écologique.

■ **Takao Furuno,**

paysan précurseur de l'agriculture biologique, Japon,
intervention vidéo recueillie par Lato sensu productions
dans le cadre de la série *Artisans du changement*

Urgence, le monde coule

par Claude
Lorius

On nous dit que la technique va nous sauver. Mais le Titanic était le fleuron de la technologie de l'époque.

I Claude Lorius,

glaciologue, directeur de recherche émérite au CNRS,

propos recueilli par *Alternatives économiques* dans le cadre de la synthèse des Assises

Partage de la **valeur ajoutée** : réformer le statut de l'entreprise

par Didier
Livio

Il faut engager une réforme radicale du statut de l'entreprise, qui conduise à l'obligation de négocier une répartition de la valeur ajoutée (et non du profit), dans une perspective qui restitue vraiment à la communauté de travail ce qui lui revient et qui favorise l'évolution des entreprises vers un meilleur équilibre avec toutes ses parties prenantes.

L'élément déclencheur, pour permettre une négociation entre les actionnaires, apporteurs de capitaux, et les salariés, contribuant activement à la concrétisation du projet d'entreprise, est de faire exister l'entreprise en droit ou au moins de lui donner une consistance juridique comme projet contractualisé entre les parties prenantes.

Car aujourd'hui, l'entreprise n'existe pas en droit et ce, dans aucun pays du monde ! Seule existe la société de capitaux, la SA, la SARL... Cela se traduit très concrètement par le fait que la seule comptabilité existante est une comptabilité de la société de capitaux, qui met depuis le XIX^e siècle les salariés dans les comptes de tiers, et qui ne prend nullement en compte la valeur ajoutée de la démarche entrepreneuriale, comme produit mesurable de l'effort de tous, actionnaires, salariés, fournisseurs.

Cette conception était acceptable au XIX^e siècle, car les seuls actifs étaient matériels et financiers et la ressource humaine était interchangeable derrière la machine, sa valeur ajoutée dans le processus de production étant individuellement faible. Mais tout au long du XX^e siècle, la valeur de l'entreprise est devenue beaucoup plus immatérielle, fondée sur les brevets, la recherche et développement, la qualité de l'accueil, les relations commerciales, la politique de ressources humaines, la qualité et la fiabilité de ses méthodes de production... toutes choses qui dépendent des salariés et qui les rendent détenteurs de fait, d'une part importante de la valeur de l'entreprise, au-delà de la part de valeur ajoutée qu'ils reçoivent par le salaire. Quand la collectivité du personnel devient l'un des détenteurs majeurs de la valeur de l'entreprise, on ne peut plus continuer à confondre l'entreprise et la société de capitaux.

Chercher à transformer les salariés en actionnaires est source de confusion et de désillusion. Il faut plutôt laisser la communauté de travail telle qu'aujourd'hui, hors de la société de capitaux, créer l'entreprise en droit, reconnaître la valeur des actionnaires et l'importance de leur apport et faire exister et négocier ces deux communautés dans l'entreprise qui est bien leur objet commun.

■ **Didier Livio,**
président de Synergence
propos exprimé lors des Assises

Dans la force des villes

par Gérard
Collomb

Nous prenons aujourd'hui le contre-pied de ce qui a été fait dans les années soixante. Nos villes étaient alors caractérisées par un fort étalement urbain, par des habitations pavillonnaires près des axes routiers, par la suprématie et l'omniprésence de la voiture. Les espaces naturels étaient alors vus comme des réserves foncières, comme des opportunités d'étalement toujours plus vaste. Aujourd'hui, nous pensons et nous faisons la ville de façon radicalement différente.

Nous développons une agglomération dense, où les zones d'habitat se concentrent autour des axes de transports en commun, qui eux-mêmes desservent des pôles d'activités mixtes, mêlant habitat, activités économiques et de loisirs. Des centres de vie où il n'est pas nécessaire de prendre sa voiture pour emmener ses enfants à l'école ou pour faire ses courses. Ainsi nous mettons en place une offre de transport efficace et crédible, alternative à la voiture, pour tous les habitants de l'aire urbaine et de la région. Nous imaginons une ville avec des espaces verts et naturels qui en font toute sa richesse. Aujourd'hui, la trame verte du Grand Lyon représente la moitié du territoire de l'agglomération.

Concernant l'activité économique, l'enjeu consiste à passer notamment d'une industrie destructrice à une industrie réparatrice et respectueuse de l'environnement. L'innovation, en tant que moteur du développement économique, peut porter cette ambition. C'est à cela que se sont attelées les industries, la recherche et les collectivités publiques. Leur partenariat a donné lieu à trois pôles de compétitivité, trois réussites avec Lyonbiopole (santé), Axelera (chimie propre), Lyon Urban Trucks & Bus (technologie des transports).

Nous passons progressivement d'une pratique expérimentale à une pratique généralisée et quotidienne du développement durable.

I Gérard Collomb,
président du Grand Lyon
propos exprimé en ouverture

Web... numérique et durable vont de pair

par Federico Casalegno

La révolution numérique provoque et accompagne le développement durable. Les technologies de l'information et de la communication interagissent dans les champs de l'environnement et de l'économie comme dans ceux du social et du politique. Par ailleurs, la culture numérique privilégie de nouvelles valeurs et modifie les comportements tant individuels que collectifs.

Nous les expérimentons quotidiennement : les outils numériques régulent nos déplacements, mesurent nos émissions et nos déchets, produisent des matériaux et des énergies propres, orientent nos consommations et nos habitats. De manière progressive mais irrémédiable, les bouleversements dans nos organisations sociales sont perceptibles par tous : la quantité et la qualité du travail se transforment, l'économie de marché défaillante laisse l'opportunité à une économie solidaire de se voir enfin reconnaître, des comportements nouveaux centrés sur l'échange et le don se développent, la participation grandissante des citoyens est réelle et suscitée.

Et cet ensemble de bouleversements n'aurait pu se faire sans les technologies et les réseaux numériques. Mais derrière les technologies, au delà des écrans, il y a les valeurs de cette nouvelle culture numérique : celles de collaboration, de solidarité, de partage, de réseaux, de tolérance, de communautés...

Sociétés numériques et durables vont de pair. Elles restent à construire selon les valeurs que nous voulons promouvoir et tous doivent pouvoir y contribuer. Les technologies sont au service de cette ambition humaine.

Federico Casalegno,

professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT),

directeur du Mobile Experience Lab, États-Unis,

propos exprimé lors des Assises

Mais Z'encore !

Florilège
de SMS

Il n'y a pas de petits gestes si nous sommes des millions à les faire.

Un monde sans frontière... pour les réfugiés climatiques.

Vite, retrouvons la lenteur.

Pour expérimenter, il faut un cadre légal permettant d'éviter les requalifications fiscales. Qui dit nouveauté avec changement de paradigme, dit hors la loi.

Arrêtez le langage technocratique, laissez place au rêve, donnez envie et peut-être pourrons-nous changer quelque chose ensemble.

Quelle place pour le citoyen dans le processus décisionnel de l'Etat ?
Peut-être qu'en France, sans cumul de mandats, on aurait des politiques soutenables et constructives ?

Le changement ne passera pas par la culpabilisation des individus... mais par des mobilisations collectives contre le système productiviste.

Les Hommes ont une dette de plusieurs milliards de dollars envers la nature.

To be not to have, that is the question.

Nous avons tous les moyens, n'attendons pas la fin.

■ Des citoyens, des citoyennes,

propos exprimés par SMS tout au long des Assises

Les préconisations issues des Assises

Jean Fabre, Jean Gadrey et Anne Le Strat, rapporteurs des débats sur Changeons de cap, Changeons de repères et Changeons d'échelle, ont souhaité synthétiser en cinq grands thèmes de préconisations les propos exprimés collectivement au cours des trois jours d'échanges.

1 Les biens vitaux tels que l'eau, le sol et la santé sont un patrimoine commun et doivent être gérés démocratiquement comme des biens publics : il faut mettre un terme à la marchandisation de ces biens.

L'EAU

Aux échelles mondiale et nationale

- Promouvoir un nouveau contrat mondial de l'eau, fondé sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement comme un bien vital inaliénable ;
- pour soutenir les actions de solidarité internationale pour l'accès à l'eau potable, généraliser la contribution actuellement volontaire, de 1% sur les factures d'eau.

Localement

- Développer des pôles de savoir collectif sur l'eau, animés par les collectivités ;
- introduire une priorité à l'eau « bien commun - bien public » dans les politiques locales.

LE SOL

A toutes les échelles

- Promouvoir le foncier urbain comme un bien public et le retirer de la spéculation ;
- réserver les terres cultivables en priorité pour l'alimentation des populations.

LA SANTÉ

A toutes les échelles

- Remettre le droit à la santé pour tous au cœur du débat public et de l'action publique ;
- partout, introduire une politique d'éducation à la santé et une prévention tout au long de la vie ;
- organiser des états généraux du système de santé.

2 La lutte contre le changement climatique doit passer par la mobilisation immédiate et simultanée sur deux aspects complémentaires : la lutte contre le «trop» effet de serre d'une part, l'organisation des solidarités et la prise en compte des migrants du climat, d'autre part.

A toutes les échelles

- Promouvoir une taxe énergie carbone équitable, pour «décarboner» efficacement la production et la consommation des biens et des services ;
- promouvoir la mise en place de plans climat de deuxième génération — ces plans incluent davantage de gouvernance et des exigences plus fortes que les objectifs européens pour la réduction des gaz à effet de serre, ils intègrent un volet «solidarités territoriales et migrants du climat».

3 L'adoption collective d'un nouveau rapport à l'économie, outil au service du projet de société et non plus finalité en soi, est désormais urgente.

Aux échelles mondiale et nationale

- Contribuer à la mise en place d'un mouvement de lutte contre les paradis (enfers) fiscaux ;
- promouvoir la réforme du droit des entreprises et exiger sans attendre la garantie d'une valeur ajoutée sociétale dans l'activité économique.

Localement

- Promouvoir de nouveaux outils pour évaluer la richesse, comme de nouveaux indicateurs et tableaux de bord dans les territoires et des labels citoyens pour le développement durable ;

- développer des monnaies complémentaires, luttant contre la pauvreté et luttant contre la spéculation financière.

4 Les territoires en tant que communautés d'acteurs sont des lieux-clés de la transformation mondiale : ils sont les lieux pour réinventer la localisation et les espaces pour imaginer des solidarités de sites à sites, y compris lorsque les Etats sont défaillants.

A toutes les échelles

- Prendre des initiatives communes dans les réseaux des collectivités et dans les réseaux des acteurs de la société civile pour construire de nouvelles coopérations internationales ;
- renouveler la gouvernance dans les territoires et les organisations.

5 Les principes du développement durable doivent être présents comme fils conducteurs de toute action éducative et de formation : le temps de la sensibilisation est dépassé.

A l'échelle nationale

Introduire le développement durable dans les programmes éducatifs et pédagogiques, à tous les âges et dans toutes les filières.

Sommaire

Avant-propos	3
Ouverture.....	5
S'engager tous... pour accélérer la transition	
Synthèse des travaux	9
Changer notre système de valeurs	

Actes

a	• Agitateurs DD , agitateurs d'idées.....	17
b	• Protéger le bien commun impose de démarchandiser la vie	18
	• Biodiversité , la vie en danger	19
	• Le biomimétisme ou le mariage de la ville et de la nature.....	19
c	• Beaucoup plus qu'un changement de modèle, une révolution comptable.....	20
	• Climat , un enjeu local également	21
	• D'abord le courage	22
	• L'art et la culture ... ce capital inépuisable	24
d	• Déplacements urbains : changer est possible	25
e	• Éducation , le système selon Darwin.....	26
	• L' économie verte , relais de croissance et consommation utile.....	27
	• Pas de paradis pour les enfers fiscaux	28
	• Entreprises , hier responsables du problème, demain porteuses de la solution	29
f	• Foncier social : quand l'épargne fait barrage à la spéculation	30
g	• Le Grenelle à l'heure des bilans.....	31
	• Pour lutter contre l'injustice sociale : la gouvernance	32
h	• Après un siècle de choix irréversibles... quel héritage ?.....	33
i	• Des indicateurs en rupture avec le PIB	35
	• Une foule à l' intelligence collective	37
	• Irréversibilité	38

j	• Jalons : les Français ont une vision sociale de l'écologie.....	39
k	• Avec notamment Robert Kennedy et Martin Luther King	41
l	• Des liens plutôt que des biens.....	42
m	• Microcrédit , la banque à visage humain résiste à la crise.....	43
	• Monnaies solidaires contre le monopole du système monétaire	44
n	• Retrouver l'agriculture séculaire pour nourrir la planète	46
o	• Le temps des opportunités	47
p	• Pays du Sud et espoirs de relocalisation	49
q	• Québec sans pauvreté, la théorie de l'escalier	50
r	• Avant les résultats financiers, la responsabilité sociétale	51
	• Ressources , les arbres ramènent la vie	52
	• Richesse , à la recherche du mieux	52
s	• Société post-consumériste , que reste-t-il aux pauvres ?	54
	• Solidarités , des placements qui abritent	55
t	• Les taxes , garantes de la démocratie.....	56
	• Entre l'immédiat et le long terme : un nouveau rapport au temps	57
	• Tout se transforme	57
u	• Urgence , le monde coule	58
v	• Partage de la valeur ajoutée : réformer le statut de l'entreprise	59
	• Dans la force des villes	61
w	• Web ... numérique et durable vont de pair	62
z	• Mais Z'encore !	63
	Les préconisations issues des Assises	64
	Remerciements	70

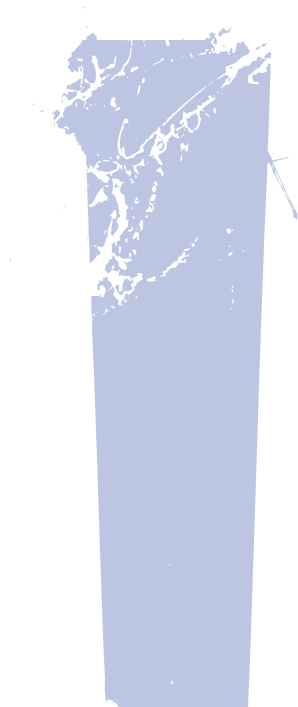
Remerciements

La Région Rhône-Alpes remercie très chaleureusement ses partenaires, mobilisés pour la réussite des Assises.

- Association des Régions de France,
 - Ville de Lyon,
 - Grand Lyon,
 - Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire,
-
- Compagnie nationale du Rhône,
 - Caisse des dépôts,
 - Groupe La Poste,
 - Chambre de commerce et d'industrie de Lyon,
 - Opéra de Lyon,
 - Sytral,
 - Botanic,
 - Epode,
 - Faber Novel,
 - Pic Bois,
 - SNCF,
-
- Alternatives économiques,
 - Acidd,
 - Terra Eco,
 - BFM,
 - L'Express,
 - La Tribune,
 - Métro,
 - Novethic,
 - Acteurs publics,
 - Le Point,
 - Le Progrès,
 - Terre TV.

La réussite de ces 5^{es} Assises nationales du développement durable revient également à celles et ceux qui ont participé à leur organisation, qui ont présenté leurs réflexions et leurs savoir-faire, qui se sont pliés à l'exercice de la controverse, qui se sont exprimés... et à celles et ceux qui ont simplement assisté aux événements et qui, par leur présence, ont contribué à faire vivre les idées débattues.

Ces *Actes* ont été dirigés par la Région Rhône-Alpes avec,
- Cités Plume, concept éditorial et réalisation,
- Jump affaires publiques, principes graphiques,
- Imprimerie Brailly, impression sur papier 100% recyclé. 2009.



Rhône-Alpes Région

la Citoyenne

ARF
Association
des Régions de France